

Développement local et inclusion sociale

Le CRESM: plus de 40 ans d'action locale dans le sud de l'Italie

Coopérative sociale basée en Sicile, le CRESM (*Centro Ricerche Economiche e Sociali per il Meridione / Centre de recherche économique et sociale pour le Sud*) intervient depuis plus de 40 ans auprès des groupes sociaux fragiles (jeunes, petits agriculteurs, immigrés, prisonniers, personnes handicapées...) des zones défavorisées du sud de l'Italie et d'ailleurs en Méditerranée, en conjuguant développement local - rural et urbain - et inclusion sociale.

Alessandro La Grassa, président du CRESM (24/11/2017)



Première «Marche contre la mafia, pour le développement de la Sicile occidentale et pour la paix», organisée en mars 1967 par Danilo Dolci (au centre en blanc) et Lorenzo Barbera. Parmi de nombreuses personnalités, Jerry Cooper, représentant de Martin Luther King (à la droite de Dolci).

Le CRESM a été créé en 1973 à Palerme par un groupe de travailleurs sociaux, d'agents de développement et de chercheurs qui avaient déjà longtemps œuvré aux côtés de [Danilo Dolci](#) à Palerme et dans d'autres régions rurales de l'ouest de la Sicile, notamment la [vallée du Belice](#).

Tous les projets et activités mis en œuvre par le CRESM visent à favoriser le développement intégré durable et l'inclusion sociale. Le centre a une longue expérience dans la planification participative et la gestion de dispositifs de développement local (notamment dans le cadre du programme européen LEADER) en Sicile et en Campanie.

Le CRESM a commencé à travailler sur l'immigration d'Afrique du Nord au début des années 90, dans la ville de Mazara del Vallo - à l'époque l'un des plus importants ports de pêche de la Méditerranée - suite à une recherche sur la condition des travailleurs, des familles et des jeunes originaires de Tunisie parfois depuis deux ou trois générations. Le centre a conduit plusieurs projets¹ d'intégration sociale et scolaire, et de formation professionnelle. Le CRESM a également lancé une des premières initiatives italiennes en faveur de la création d'entreprises par des immigrés à une époque où la législation et l'administration italiennes étaient encore mal préparées face à ce phénomène nouveau.

Dix ans plus tard, des résultats importants ont été obtenus du point de vue législatif et administratif² mais aussi économique et social: présence croissante et désormais légale des immigrés dans le secteur de la pêche; nouvelle approche de l'intégration scolaire; nomination en 2003 du premier conseiller municipal élu directement par toutes les populations immigrées de Mazara del Vallo. Depuis 2005, le CRESM a étendu ce travail aux immigrés de Palerme.

Au début, nous avons commencé à travailler avec des détenus des prisons municipales (projet [RISE](#)), les aidant à demander des peines alternatives à la détention, notamment par le travail, puis nous avons décidé d'étendre cette approche aux immigrés. Nous avons constaté les difficultés mais aussi la complexité et la variété de la vingtaine de communautés d'immigrés présentes à Palerme et l'importance d'intervenir également à ce niveau pour créer de nouveaux espaces - matériels et immatériels – afin de valoriser cette diversité culturelle.

Dans cette optique, nous avons lancé le projet «[Comunità Urbane Solidali](#)» financé par la Fondazione con il Sud. L'idée était de réutiliser des espaces et bâtiments publics abandonnés et de les reconverter en «espaces laïques» ouverts aux nouvelles pratiques culturelles³ pour favoriser l'inclusion sociale et professionnelle mais aussi la représentation politique concrète de toutes ces populations à travers la création d'un «Consulta degli Immigrati» finalement mis en place par la municipalité sous le nom de «Consulta delle Culture». Le projet nous a également permis de promouvoir le potentiel des populations immigrées lorsqu'elles sont ouvertes et intégrées dans le réseau d'une ville. Pour ce faire, nous avons créé une «[Banque des savoir-faire des migrants](#)» qui permet aux immigrés d'échanger et de partager leurs compétences acquises dans leur pays d'origine ou ailleurs, ce qui favorise la création d'emplois et l'organisation d'activités culturelles.

Au cours de la même période (2009-2011), nous avons lancé une initiative innovante à la fois en Sicile et en Tunisie pour aider les immigrés tunisiens en Sicile qui souhaitaient retourner dans leur pays pour y investir. Ce fut l'initiative «[Action Verte](#)» financée par l'UE dans le cadre de l'[Initiative Conjointe pour la Migration et le Développement](#). Le projet a obtenu des résultats intéressants et beaucoup d'attention de la part de plusieurs réseaux internationaux de donateurs qui l'ont considéré comme une pratique exemplaire dans le contexte du «printemps arabe».

¹ Notamment deux projets financés par le Fonds social européen (FSE): «**Horizon Odissea Basso Belice**» (HD-1995-IT-036) et «**Integra Ethnobusiness**» (IC/1917/E2/IR).

² Grâce au projet Horizon, le CRESM a favorisé un changement de la législation maritime qui obligeait auparavant les armateurs à ce la moitié des équipages soit d'origine italienne. Dans la pratique généralement, seul le capitaine était italien et tous les autres membres de l'équipage des immigrés, le plus souvent des travailleurs illégaux.

³ Dans le cadre de ce projet, le CRESM a acquis un bâtiment abandonné qu'il a restauré et converti en foyer socioculturel pour les migrants.

Aujourd'hui nous entretenons toujours de bonnes relations avec le gouvernement tunisien et de nombreux organismes socioéconomiques de ce pays.

Dans le cadre du projet de la Ville de Palerme pour les demandeurs d'asile, une partie du bâtiment Comunità Urbane Solidali accueille depuis fin 2012 huit candidats réfugiés. Là aussi, nous avons opté pour une approche innovante: héberger un petit nombre de demandeurs d'asile afin de réellement développer avec eux des projets individualisés, visant l'autonomie et l'intégration dans le quartier. Cet accompagnement s'ajoute à deux dispositifs mis en place: l'apprentissage de la langue italienne et l'aide judiciaire pour l'obtention du statut de réfugié.

Dans la foulée de toutes ces initiatives, nous nous attelons maintenant à un nouveau défi, toujours à Palerme et toujours avec le soutien de la Fondazione con il Sud. Nous voulons à présent créer un véritable pôle d'échanges de connaissances et de pratiques professionnelles entre les migrants et les Italiens; un lieu de travail, d'éducation, de promotion et d'expérimentation dans lequel préserver, promouvoir et diffuser les connaissances et les techniques traditionnelles afin de renforcer les compétences professionnelles pour les groupes de migrants défavorisés. Le projet «[Nuove Officine alla Zisa](#)» nous permettra de restaurer un autre bâtiment abandonné (une ancienne usine de meubles de 2 000 m²) dans le centre historique de Palerme, et d'y installer plusieurs types d'ateliers, un restaurant « bio-ethnique» ainsi qu'un centre de documentation pédagogique sur l'artisanat. Nous attendons maintenant les dernières autorisations ainsi qu'un prêt sur 10 ans de la Ville. Malheureusement, entretemps, un incendie criminel a endommagé partiellement certaines parties du bâtiment et nous réfléchissons à ce qu'il faut faire et comment. [Report-RAI](#), l'une des émissions télévisées les plus influentes d'Italie, considère ce projet comme l'une des initiatives locales les plus intéressantes de notre pays.



Parallèlement, nous mettons également en œuvre une autre initiative, à la fois sociale et entrepreneuriale, à Castelvetrano (à 100 km de Palerme et 20 km de notre siège social de Gibellina) que nous avons appelée «[Fattoria VitAttiva](#)» (Ferme ActiVie). Nous avons obtenu de la municipalité de Castelvetrano un terrain confisqué à la mafia. Il s'agit d'une ancienne orangerie qui avait été complètement abandonnée et que nous commençons maintenant à recultiver de façon biologique avec des personnes handicapées et des demandeurs d'asile (*photo ci-dessus*). Dans la mesure du possible, nous voulons maintenant soutenir la création de coopératives de migrants, de demandeurs d'asile et d'Italiens pour gérer d'autres terres confisquées.

Dans le contexte social très difficile de la Sicile, toutes ces initiatives n'ont été rendues possibles que grâce aux enseignements, aux valeurs de liberté et de désobéissance civile et à l'approche ascendante du développement et de l'inclusion sociale qu'a toujours défendus le fondateur du CRESM, Lorenzo Barbera, ainsi qu'à notre extraordinaire équipe multidisciplinaire et multiculturelle, qui a su créer un environnement de travail stimulant et enrichissant.

En savoir plus: <http://www.cresm.net/>



Alessandro La Grassa et Lorenzo Barbera.

Entretien avec Lorenzo Barbera et Alessandro La Grassa⁴

Jean-Luc Janot, AEIDL (10/11/2017)

[Intervista originale in italiano](#)

Lorenzo, vous avez longtemps travaillé avec Danilo Dolci, un personnage qu'on a un peu oublié aujourd'hui. A quels mouvements pourrait-on comparer son action politique de nos jours?

Lorenzo: En 1952, quand Danilo Dolci est arrivé à Trappeto, près de Palerme, où son père avait été chef de gare, il se retrouva immédiatement confronté au triste sort d'un enfant mort de faim parce que sa langue était attachée au palais par manque de soins et d'argent pour les payer. Inspiré par Gandhi, il protesta contre ce scandale de la misère en jeûnant plusieurs jours dans la maison de cet enfant. J'ai été un disciple de Danilo de 1956 à 1969. Danilo dénonçait les terribles conditions de misère en jeûnant. D'abord dans le quartier pauvre de Partinico, ensuite dans les quartiers défavorisés de Palerme. Il a ainsi pu attirer l'attention des médias et, dans une moindre mesure, celle des institutions qui, dans les années cinquante et soixante, étaient sourdes et

⁴ Lorenzo Barbera est le fondateur et président d'honneur du CRESM. Alessandro La Grassa est président du CRESM.

insensibles à la pauvreté. L'action de Danilo a reçu l'estime et le soutien de nombreuses personnes influentes des milieux culturels et politiques, tant en Italie que dans le monde entier.

Il n'est pas facile de trouver un équivalent contemporain à l'action de Danilo Dolci. Il a vécu selon les principes de Gandhi et a su conjuguer actions politiques concrètes et manifestations culturelles. Il savait dialoguer aussi bien avec les paysans qu'avec les intellectuels et faisait le lien entre ces deux mondes. Il savait témoigner mais aussi organiser des actions de terrain et attirer les médias. Et tout cela loin des partis politiques, qui n'ont jamais pu le «classer». Il n'a pris parti que pour la paix et les pauvres. Je ne vois donc rien de tel aujourd'hui, du moins en Europe. Il faut probablement se tourner vers l'Amérique du Sud ou l'Inde pour trouver quelqu'un de semblable.

Quels souvenirs particulièrement marquants gardez-vous de lui?

Lorenzo: Mon engagement, que Danilo a toujours invariablement encouragé, valorisé et partagé de 1956 à 1969, n'est guère comparable à sa méthode et à son approche. En fait, j'ai toujours cherché à ce que les personnes en difficulté se prennent en main directement et j'ai toujours pu compter sur le soutien convaincu et enthousiaste de Danilo. De mon côté, j'ai toujours eu de l'estime pour son action. La mienne m'a conduit à créer des comités de citoyens et des comités intercommunaux, en veillant à ce qu'ils soient, avec la population, les propres acteurs de leur présent et de leur avenir. Nous avons également adopté cette approche dans des situations exceptionnelles comme le tremblement de terre de janvier 1968 dans la vallée du Belice. C'est de là que, le 1er mars 1968, 1500 personnes sont parties manifester à Rome, sur la Piazza Montecitorio, durant quatre jours et quatre nuits, jusqu'à la promulgation d'une loi pour la reconstruction et le développement de leur territoire. Même chose dans l'Irpinia, lors de l'autre tremblement de terre qui a frappé la Campanie et la Basilicate en 1980.

Qu'est-ce qui a motivé la création du CRESM en 1973?

Lorenzo: Le CRESM est né après que des intervenants de différentes régions du sud de l'Italie soient venus à Partanna rendre visite à des groupes de jeunes ruraux et urbains pour coopérer sur des actions de développement local. Le bimensuel *Meridione Città e Campagna*, publié de 1974 à 1980, a été lancé pour la même raison à la même occasion. Nous, nous avons continué à travailler sur le terrain en Sicile et en Campanie alors que certains de ces groupes se sont plutôt politisés, souvent en rejoignant la gauche dite révolutionnaire.

Lors du tremblement de terre dans l'Irpinia, alors que nous étions engagés dans la mise en place de coopératives pour la reconstruction et le développement, un fonctionnaire de la Commission européenne est venu à Lioni, notre siège en Campanie, et m'a demandé de participer à un séminaire à Bruxelles. Ce séminaire qui réunissait des fonctionnaires européens et des experts en développement local de différents états membres a donné naissance au programme LEADER. Dès lors, j'ai consacré une grande partie de mon temps à former et conseiller des acteurs du développement local dans tous les pays de l'Union européenne.

Vous avez dirigé un groupe d'action locale LEADER (GAL) dans la région de Corleone⁵, bien connue pour être - ou avoir été? - un fief de la mafia. Quelles sortes de projets le GAL a-t-il soutenus dans ce territoire très particulier?

Lorenzo: Disons tout de suite qu'à Corleone, comme un peu partout en Sicile, beaucoup de gens sont désormais ouvertement engagés à éradiquer la mafia de leur territoire. Corleone le fait

⁵ NDR: voir «Corleone et la mafia» dans l'article **Wikipédia** <https://fr.wikipedia.org/wiki/Corleone>

depuis plusieurs décennies, ce qui a aussi fortement influencé la ville de Palerme et les systèmes politiques sicilien et italien. Depuis la mort des juges antimafia Falcone et Borsellino, qui avaient bien compris le système mafieux et commencé à le démanteler, on a fait beaucoup de chemin. Aujourd'hui, les chefs de la mafia sicilienne, à quelques exceptions près, sont tous en prison. L'Etat s'est résolument engagé dans la lutte contre la mafia sicilienne, non seulement en infligeant des peines d'emprisonnement mais aussi et surtout par la confiscation des biens de la mafia et de ses complices. La société civile n'a plus peur de dénoncer et les entrepreneurs se rebellent contre le racket, grâce notamment au travail des associations anti-racket. Le CRESM fait également sa part: depuis plus de 15 ans, nous encourageons des initiatives de reconversion à des fins sociales de biens confisqués à la mafia et nous avons également directement pris en charge une partie de ces biens comme dans le cas de notre ferme biologique près de Castelvetrano.

A Corleone et dans les autres communes de la zone LEADER «Terre del Sosio», nous avons soutenu de nombreuses initiatives de développement rural. En 1993-1996, rien n'avait été fait pour mettre en valeur les ressources naturelles et culturelles de ces territoires insérés dans des paysages magnifiques mais inconnus même des habitants de Palerme. On a donc aidé la population à réaliser le potentiel dont elle disposait, à une époque où le tourisme rural n'était pas encore à la mode. Aujourd'hui, une grande partie de ce territoire a été déclaré parc naturel: le Parc naturel des Monts Sicanes est l'une des zones les plus fascinantes et les plus «intactes» de la Sicile.

Pourquoi vous êtes-vous intéressés à la situation des migrants dès le début des années 1990?

Alessandro: Dans les années 1990, plusieurs collaborateurs du CRESM vivaient à Mazara del Vallo (50 000 habitants). C'est une ville portuaire qui, à l'époque, abritait non seulement la plus grande flotte de pêche de la Méditerranée mais aussi une communauté tunisienne importante et bien établie, surtout dans le secteur maritime. Ces collaborateurs, dont plusieurs Tunisiens, se sont penchés sur la situation sociale de cette communauté qui semblait peu différente de la population de souche. Ils ont alors découvert ce paradoxe: à Mazara del Vallo, les populations tunisienne et italienne coexistaient pacifiquement mais pour la simple raison qu'elles s'ignoraient car vivant de manière totalement séparée. Les Tunisiens disposaient également d'un système scolaire parallèle, financé par le gouvernement tunisien, qui leur permettait d'envoyer leurs enfants à l'école tunisienne (laïque) jusqu'à l'âge de 13 ans. Mais tout cela ne faisait qu'accroître le fossé culturel et c'étaient le plus souvent les jeunes qui en souffraient le plus. Nous avons donc lancé une série d'initiatives pour favoriser la «reconnaissance» mutuelle des deux communautés, en partant de l'école.

Nos initiatives ont reçu un large écho car elles étaient parmi les premières du genre en Italie. Nous avons d'abord réussi à persuader les parents tunisiens d'inscrire leurs enfants à l'école italienne, puis nous avons milité pour l'inclusion de cours de langue et de culture arabes dans le programme scolaire. Cela n'a pas été facile, notamment à cause de la pression politique du consulat tunisien à Palerme qui utilisait l'école pour exercer une forme de contrôle social sur la communauté tunisienne. Mais une brèche s'est ouverte et la communauté - les mamans surtout - se sent maintenant plus libre de choisir. Nous nous sommes également impliqués dans la création des premières entreprises d'Italie gérées directement par des immigrés. Pour ce faire, nous avons dû lutter contre une administration qui ne maîtrisait pas encore les relations avec les citoyens de pays tiers. Cela s'est finalement bien passé et certaines des entreprises créées à cette époque (1998) existent toujours. Depuis lors, nous n'avons pas cessé de nous occuper d'immigration, parce que nous croyons que les immigrants sont une ressource précieuse, comme

l'ont été dans d'autres pays les Italiens qui ont choisi d'émigrer. Aujourd'hui, nous travaillons principalement à Palerme avec toutes les communautés immigrées et aussi avec les demandeurs d'asile.

Est-ce difficile de mobiliser les autorités et les citoyens sur cette problématique?

Alessandro: En général, les politiques ne veulent pas risquer de heurter leur électorat en menant des batailles culturelles d'avant-garde. Pour eux, il est préférable et naturel de suivre et de pratiquer le «sens commun». Très rares sont les administrateurs qui ont une vision et qui savent parier sur l'avenir. Notre défi en ce sens est toujours d'«ouvrir une brèche», de montrer qu'on peut penser différemment en présentant des exemples de réussites. Ensuite, nous nous appuyons sur la dynamique citoyenne qui soutient et cherche à intégrer les minorités. Bien sûr, nous ne réussissons pas toujours de la manière espérée mais nous savons aussi que le travail social peut permettre de tisser des liens insoupçonnés dans le temps et dans l'espace. Contrairement au passé, nous faisons aujourd'hui beaucoup moins confiance au cadre politique général et notamment à la gauche, car il est clair que nous traversons une période de fort recul culturel de la part des politiques, qui ne sont plus capables de déchiffrer la complexité contemporaine, donc moins que jamais de l'orienter. En ce sens, il est beaucoup plus fructueux de se tourner vers le «monde alternatif» du tiers-secteur, qui est à l'heure actuelle beaucoup plus capable de générer des lectures et des pratiques innovantes dans de nombreux domaines. En ce qui concerne les populations, c'est sûr qu'il n'est pas facile de travailler sur l'intégration lorsqu'elles ont en tête les images des attentats ou des épisodes de violence que les médias ne manquent pas d'amplifier. Mais d'après notre expérience, une fois retombée la poussière médiatique, les gens apprécient la démarche. Leur crainte, c'est surtout l'arrivée de tous ces hommes et garçons sans famille qui font peur. C'est compréhensible, mais on sait aussi que ces craintes sont plus imaginaires que réelles et que les cas de criminalité et de violence sont très marginaux. Un autre problème, c'est celui des familles immigrées avec enfants mais, dans ce cas, l'intégration est beaucoup plus facile, surtout grâce à l'école. De ce point de vue, la culture d'hospitalité sicilienne a beaucoup à apprendre à l'Europe.

La crise migratoire dans laquelle l'Italie est en première ligne semble être aussi devenue un nouveau marché pour la mafia. Un certain nombre de scandales l'ont montré récemment. Les autorités prennent-elles la vraie mesure du problème? Et vous, en tant qu'organisation de la société civile, comment participez-vous à la lutte contre ce fléau?

Alessandro: Les mafieux, par nature, cherchent à exploiter leur capacité à mettre en réseau les pratiques illégales (drogues, armes, prostitution, immigration clandestine, jeux de hasard) et trouver la nécessaire couverture «politique». Sans cette union, on ne peut pas parler de mafia mais seulement de simple crime. Mais réduire la question des migrants à un simple «marché pour la mafia» est une façon trompeuse de s'attaquer au problème. Cela risque également de cautionner le manque de volonté des autres pays européens de se répartir les migrants qui arrivent en Italie. La mafia s'adapte aux nouveaux flux économiques. Dans le cas de la crise migratoire, ces flux concernent la gestion des grands centres d'accueil de réfugiés. C'est là que la mafia intervient car la gestion de ces grands centres met en jeu des équilibres locaux - économiques, sociaux et politiques - multiples. Dans ce contexte, il est facile pour les mafieux de se présenter comme les «garants» du système et de demander une partie des profits en retour. La solution à ce problème serait très simple: il suffirait d'éviter ces concentrations de réfugiés en quelques endroits et de passer à un modèle d'accueil généralisé. Ici aussi nous avons fourni un exemple de la façon dont nous aimerions que le système fonctionne. A Palerme, le CRESM gère depuis 4 ans l'un des plus petits centres d'accueil d'Italie: la «Comunità Urbane Solidali» n'héberge que 8 personnes. Il montre ainsi concrètement que le système est durable, qu'il facilite

l'intégration et qu'il n'est absolument pas intéressant pour la mafia ou la corruption. Mais l'Italie n'aurait peut-être pas eu besoin de créer ces grands centres si, au départ, les autres pays européens avaient partagé l'effort d'accueil.

L'Italie compte un certain nombre d'initiatives d'accueil et d'intégration de migrants dans des villages en proie à la désertification. L'installation de migrants peut-elle être une des solutions aux problèmes profonds que connaît le milieu rural, en particulier dans le Mezzogiorno?

Alessandro: Pour diverses raisons, nous pensons que ces exemples resteront marginaux et, pour la plupart, dépendants de la bonne volonté et de la stratégie des collectivités locales. Tout d'abord, parce qu'une telle formule nécessite une planification minutieuse et courageuse - ce qu'on ne voit pas poindre à l'horizon - mais surtout parce que, comme le montrent les statistiques sur les migrations, la plupart des immigrants préfèrent vivre dans les grandes villes plutôt que dans des petits villages ruraux, ce qui est parfaitement compréhensible.

Plus généralement, le développement local et l'action citoyenne sont pour certains le «bonbon», le seul espace de contestation que le capitalisme mondialisé daigne laisser à la société civile. Qu'en pensez-vous?

Alessandro: Il y a un dicton africain qui dit que la seule façon de manger un éléphant est de le faire par «petites bouchées». Et aussi petites soient-elles, les «bouchées» du développement local et de l'action citoyenne sont maintenant bien perceptibles. Au point qu'elles dérangent, si bien que je ne suis pas du tout sûr que cette marge de manœuvre que constitue le développement local soit garantie à l'avenir. Au contraire, je trouve qu'on cherche constamment à réduire les niveaux local et européen. A cet égard, la tendance à évaluer les politiques européennes en se basant sur les «résultats concrets» constitue une grave menace pour le programme LEADER, par exemple. Et nous sommes bien conscients que le calendrier des initiatives que nous promovons ne correspond pas aux délais bureaucratiques imposés par l'UE.

La situation des territoires où vous intervenez s'est-elle améliorée? Quel bilan tirez-vous de toutes ces années d'action locale?

Lorenzo: Dans presque tous les endroits où nous sommes intervenus, par exemple avec les groupes LEADER de Sicile et de Campanie, les initiatives se poursuivent avec de nouvelles personnes: elles débutent avec nous, puis continuent leur chemin toute seules, comme il se doit. Pour nous, c'est un premier paramètre important pour évaluer l'efficacité de notre travail. Nous sommes souvent les premiers à soulever certaines questions, et nous savons qu'il faudra beaucoup de temps pour obtenir des résultats. Notre force a toujours été d'être un «laboratoire ouvert» qui a toujours accueilli favorablement les contributions de gens de bonne volonté et d'experts. Nous avons constamment cherché à favoriser l'autonomie pleine et entière des populations et des contextes locaux dans lesquels nous avons opéré. Après 50 ans, c'est maintenant reconnu en Sicile et, pour nous, c'est vraiment un très bon résultat!